

CHANGEMENT CLIMATIQUE, LE TEMPS DE L'ADAPTATION

EDITORIAL

Le changement climatique a, comme on le sait, des conséquences particulièrement graves pour les groupes de population les plus vulnérables et défavorisés et, par conséquent, pour les pays en développement. Forte de ce constat, la DDC investit massivement dans des projets de développement axés sur la protection du climat, en y consacrant près de 170 millions de francs par an. Ces projets se révèlent profitables à double titre, puisqu'ils contribuent à la fois à réduire la vulnérabilité des populations pauvres et à préserver le climat.

Le débat sur le développement s'est longtemps concentré sur les mesures d'atténuation du changement climatique, dans le but d'en freiner l'évolution, à défaut de pouvoir l'arrêter. Le dernier rapport publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en mars de cette année l'affirme sans équivoque: non seulement les effets du changement climatique sont déjà clairement perceptibles, mais leur ampleur dépasse

largement les prévisions, notamment en ce qui concerne l'eau et la sécurité alimentaire. Des mesures s'imposent donc de toute urgence, les maîtres-mots étant désormais «adaptation» et «résilience».

La DDC aide les petits paysans dans ses pays partenaires à maîtriser les effets du changement climatique et à mieux résister aux aléas météorologiques et climatiques. Comment les expériences fructueuses réalisées en la matière peuvent-elles être diffusées, partagées et mises à profit à l'échelle internationale? Le Programme global Changement climatique de la DDC essaie, là aussi, d'influer sur la politique des organisations environnementales internationales en se fondant sur des exemples concrets tirés de la pratique. La présente lettre d'information expose les succès qu'il a remportés à cet égard, ainsi que les défis qu'il lui faut encore relever.

Christoph Graf
Vice-directeur adjoint

DES EXPÉRIENCES LOCALES AU SERVICE D'UNE VISION GLOBALE

Les signes ne trompent pas. Les fermiers, où qu'ils soient sur la planète, témoignent des mêmes phénomènes. Pluies erratiques, élévation de la température, épuisement des ressources en eau, évolution rapide et imprévisible du temps: le changement climatique se fait clairement sentir et touche principalement les très pauvres, soit la majorité d'entre eux.

Plus des deux tiers de la population des pays en voie de développement vivent en zone rurale. Selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié fin mars, les «impacts majeurs (...) attendus à court terme» vont affecter «de manière disproportionnée le bien-être des populations pauvres en milieu rural (...) ayant un accès limité à la terre, aux apports de l'agriculture moderne, aux infrastructures et à l'éducation».

Nouveaux modèles

L'adaptation à cette évolution devient urgente, mais ce terrain est encore en pleine évolution. Le Programme global Changement climatique de la DDC poursuit depuis quatre ans une série d'expériences locales en Inde en vue d'une application à large échelle. Le pays est propice, puisque plus de la moitié de ses terres sont vouées à l'agriculture et que 80% des fermiers sont de petits producteurs. Son partenaire sur place, l'organisation non gouvernementale WOTR (Watershed Organisation Trust), est spécialisé dans le développement des bassins versants, ces zones qui captent les eaux de pluie. La banque indienne NABARD, affectée à l'agriculture et au développement rural, est le troisième partenaire de cette collaboration «expérimentale et innovatrice, aussi bien conceptuellement qu'en pratique», comme l'a décrite l'évaluation externe du programme publiée en juin 2014.



La planification de travaux sur un bassin versant dans le village de Lohesar (Maharashtra, Inde) implique une formation des fermiers sur le terrain.

Guide suisse pour l'ONU

Le but est de tester des programmes de développement qui intègrent l'adaptation au changement climatique, en l'occurrence pour des petits paysans dans quatre Etats indiens. Ces expériences, documentées scientifiquement, permettent de construire de nouveaux modèles susceptibles d'être appliqués à plus grande échelle et de nourrir la réflexion au niveau international.

Les cinq premières années du Programme global Changement climatique ont montré que «la combinaison de projets innovateurs, de partage de savoir et de dialogue politique ont donné des résultats importants et des synergies entre ces niveaux d'intervention», selon Jean-Bernard Dubois, chef de la section Programme global Changement climatique de la DDC.

Pour contribuer à appliquer de bonnes pratiques, la DDC a aussi établi un guide¹ à l'attention de ses collaborateurs et de ses partenaires, afin d'évaluer leurs interventions sous l'angle des risques liés au climat et aux catastrophes naturelles. Ce document va faire l'objet d'une version en ligne. L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) va y collaborer, puis utiliser cet outil pour son propre usage dans des formations en ligne qui vont toucher des personnes dans le monde entier.

¹ Climate, Environment and Disaster Risk Reduction Integration Guidance (CEDRIG)

Adaptation et résilience

L'adaptation n'a pas toujours été d'actualité. Ceux qui la défendent aujourd'hui ne voulaient souvent pas en entendre parler il y a 30 ans: il était considéré «défaïtiste» de se préparer aux changements du climat, au lieu de concentrer tous ses efforts à les éviter. Puis il a fallu se rendre à l'évidence, ces changements avaient lieu. Des premières questions sur les impacts potentiels de cette évolution, puis sur leur gravité, les mesures à prendre, jusqu'à la planification actuelle de stratégies globales, la réflexion s'est étoffée lentement. Aujourd'hui, la lutte contre les causes du changement est plus que jamais d'actualité, mais les deux nouveaux mots-clés sont adaptation et résilience, autrement dit la capacité de prévoir et de rebondir.

L'évaluation de la première phase de la collaboration entre la DDC, le WOTR et la banque NABARD rappelle que son but principal était de mener «des expériences locales comme moyens de connaître les innovations sociales, politiques et techniques requises pour une adaptation au changement climatique effective». L'ONG indienne, avec le support du Programme global Changement climatique de la DDC, a réorienté son travail en conséquence dans un portfolio de projets allant du conseil rural à la «culture durable adaptative», en passant par l'économie de l'eau, la gestion du bétail, la biodiversité, les énergies renouvelables, la santé et la

nutrition, etc. Une attention particulière a été apportée à la formation des bénéficiaires et à l'égalité hommes-femmes. Les projets ont été déployés dans 49 villages de quatre Etats indiens, touchant 49000 bénéficiaires pour un budget de 900000 francs par année sur six ans.

Innovations

Les nouveautés incluent l'utilisation de mini stations météo au niveau des villages (unique en Inde), avec alerte par SMS si les conditions le permettent. En lien avec des méthodes de cultures durables, elles ont permis d'améliorer les récoltes de 30 à 80% et de limiter les pertes. Autre exemple, des mesures de réduction des risques basées localement en dressant des cartes (parfois en 3D) pour mieux les visualiser et un calendrier des activités indiquant où se trouve la majorité des villageois à chaque saison afin de pouvoir les localiser rapidement en cas d'urgence. Ou encore le suivi scientifique des techniques de cultures et de variétés de plantes indigènes, plus résistantes et moins gourmandes en eau et en fertilisants que les plantes hybrides étrangères à la région.

«L'une des difficultés, commente Jean-Bernard Dubois, était le manque de références de départ pour documenter les progrès. Aujourd'hui, nous avons accumulé une somme de données qu'on ne trouve nulle part ailleurs». L'autre difficulté, inhérente au climat, est de marier dans une même démarche des contraintes de temps très différentes: le long terme pour envisager des mesures durables et le court terme pour réagir à des chocs soudains. Les paysans sont traditionnellement habitués à faire face à des conditions changeantes. Mais aujourd'hui, les évolutions sont très rapides et de grande amplitude.

Le dialogue politique

Les expériences accumulées durant cette première phase ont suscité l'intérêt de plusieurs autorités indiennes, grâce aux relations du WOTR. Le Madhya Pradesh désire travailler sur la biodiversité à l'échelle de l'état alors qu'au Maharashtra, plusieurs districts s'intéressent au même modèle de conseil rural. D'autres contacts sont établis avec des institutions comme le Conseil international de recherche sur l'agroforesterie (ICRAF).

Ces expériences permettent aussi à la DDC de poser les bases d'une méthodologie



L'irrigation au goutte à goutte a permis d'économiser l'eau et d'assurer des récoltes aux fermiers du village de Gunjalwadi, dans le Maharashtra (Inde) durant l'année de sécheresse 2013.

TROIS QUESTIONS À...



Sally Fegan-Wyles, assistante du Secrétaire général de l'ONU et directrice exécutive par intérim de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). L'UNITAR, principal institut de formation du système de l'ONU, assiste surtout les pays en développement. Il accueille un programme sur le changement climatique, UN CC:Learn, lancé en 2009 et soutenu par la Suisse.

Que fait UN CC:Learn et comment est-il financé?

UN CC:Learn aide à diffuser les connaissances et le savoir-faire dont les pays en développement ont besoin, plus que jamais, pour promouvoir un développement à faible émission de carbone et

résilient sur le plan climatique. C'est un partenariat de plus de 30 organisations internationales dont l'UNITAR assure le secrétariat. Tous les partenaires ont des savoirs à partager, qu'il s'agisse du PNUD sur l'adaptation ou de l'UNESCO sur des techniques d'enseignement. Le défi est de les diffuser de la manière la plus efficace. C'est la spécialité de UN CC:Learn, et cela dans trois domaines: partage du savoir, matériel de formation pour l'ensemble de l'ONU et soutien direct aux pays. Il est financé par ses partenaires, des budgets nationaux et des donateurs bilatéraux.

Les formations sur le changement climatique sont-elles très demandées?

UN CC:Learn a reçu des demandes de 50 pays, le plus souvent parmi les moins avancés. Jusqu'ici le programme a été actif dans cinq pays, bientôt huit avec le soutien de la Coopération suisse. Mais la demande dépasse largement l'offre. Le

soutien aux pays est complété par des cours en ligne gratuits, ouverts à tous. Nous avons eu 5000 inscriptions pour le cours d'introduction sur le changement climatique, et cela augmente de jour en jour.

UNITAR va aider la Suisse à adapter son guide sur l'environnement et la réduction des risques (CEDRIG) en vue d'une formation en ligne. Ce guide répare-t-il une lacune et allez-vous l'utiliser?

CEDRIG aide les gens de terrain à analyser les risques de catastrophe ainsi que les changements climatiques et environnementaux de manière intégrée. Notre coopération avec la DDC va assurer son utilisation plus large. Il répond à un besoin pour un instrument analytique simple, intuitif et adaptatif. Nous prévoyons qu'il sera en libre accès via la DDC dès octobre prochain. Nous sommes aussi intéressés à l'utiliser dans de futures formations de l'UNITAR.

destinée à être partagée. Elles ont bénéficié de conditions privilégiées en termes d'attention et d'investissement, difficiles à reproduire telles quelles. Il s'agit maintenant de considérer les éléments les plus prometteurs afin de les transposer à plus large échelle. L'ensemble de la démarche va nourrir aussi le dialogue politique, autrement dit la capacité d'influencer des acteurs au niveau régional ou international (voir plus bas), véritable finalité d'un programme global. Concrètement ? «Très souvent soit on travaille sur le terrain et on n'a pas de vision politique, soit on a de grandes idées mais on n'a jamais mis les pieds sur le terrain, résume Jean-Bernard Dubois. Nous essayons de réunir les responsables de ces différents milieux et de les faire parler le même langage. Et ce dialogue politique a besoin de résultats sur le terrain pour être crédible».

LA PRÉSENCE INTERNATIONALE DE LA SUISSE

La DDC s'est forgée une expertise en matière de changement climatique en général, d'adaptation et de financement des efforts des pays en développement en particulier. Sa présence dans une série de cénacles internationaux lui permet de partager son expérience et d'exercer une influence dans les politiques et dans le

financement des programmes multilatéraux liés au changement climatique. Ce «soft power» qu'est le dialogue politique est le prolongement et le résultat de son action sur le terrain.

Fonds d'adaptation

Le Fonds d'adaptation est l'outil de financement «des projets et programmes dans les pays en voie de développement qui sont parties au Protocole de Kyoto» et notamment dans les plus vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. Le protocole de Kyoto prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre, via un programme d'échange de certificats d'émission. Particularités du Fonds d'adaptation: les pays développés et donateurs y sont minoritaires et les pays bénéficiaires y ont aussi un accès direct (sans nécessairement passer par une agence de l'ONU) s'ils présentent des garanties fiduciaires. Le Fonds, qui a dépensé jusqu'ici plus de 225 millions de dollars dans 34 pays, est supervisé par un Conseil d'administration de 16 personnes qui se réunit deux fois par année. La Suisse y représente le groupe des «Etats européens et autres», selon la dénomination des Nations Unies. Elle y apporte sa connaissance du terrain.

Le Fonds «Climat vert»

Ce fonds fait partie du mécanisme financier de la Convention des Nations Unies

sur le changement climatique. Proposé par plus de cent chefs d'Etat lors de la Conférence de Copenhague en 2009, il a été établi en 2010. Sa vocation est de devenir le principal instrument de financement multilatéral pour les pays en développement. Il les aidera à limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'une part, à définir des solutions d'adaptation d'autre part. Son financement est en cours de constitution. La Suisse participe à l'établissement du Fonds et participera à son financement. Son Conseil d'administration compte 24 sièges partagés chacun par deux pays. La Suisse en partage un avec la Russie.

L'OCDE

Sur le front de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la DDC est représentée dans deux Groupes d'experts sur le changement climatique. Ces groupes rassemblent des délégués de gouvernements membres de l'OCDE. Leur but est de promouvoir d'une part l'échange de connaissances sur des projets de développement intégrant la question du climat, d'autre part le dialogue et la compréhension des aspects techniques liés aux négociations en la matière. La Suisse est active en termes de contenu et de soutien financier.

CE QU'IL FAUT RETENIR

1 Les effets du changement climatique affectent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres des zones rurales des pays en développement. L'impact est direct sur la disponibilité en eau, la réduction des récoltes ou la destruction de l'habitat. Il a une répercussion sur le prix de la nourriture et la sécurité alimentaire.

2 La mitigation, soit la manière d'éviter le changement climatique, a longtemps été la mesure prioritaire préconisée par les experts, les gouvernements et les agences de développement. A mesure que ce changement devient tangible, la nécessité de s'y adapter s'impose en complément à la mitigation. L'adaptation est un domaine complexe car il combine l'exigence d'actions rapides avec des échéances à moyen ou long terme.

3 Des expériences comme celles menées en Inde par la DDC et son partenaire local WOTR, avec le soutien de la banque NABARD, entre 2009 et 2013 permettent de tester des projets de développement incluant des innovations en matière d'adaptation au changement climatique. Ils s'adressent à des populations rurales pauvres et fournissent une base d'informations scientifiques précieuse.

4 Le but de cette première phase est d'identifier les mesures qui peuvent être développées à plus grande échelle, raison d'être du Programme global Changement climatique.

5 Les résultats sur le terrain nourrissent le dialogue politique mené par la Suisse. Sa capacité d'intervenir au niveau des organisations internationales lui permet d'y défendre sa position, alignée sur les besoins des pays bénéficiaires.



Enquête sur le terrain dans le village de Karjule Pathar (Maharashtra, Inde) en 2013. Les projets prennent en considération les besoins des femmes.

PROJETS INNOVANTS

(voir www.ddc.admin.ch/projets)

Récolter des données sur le climat

La DDC s'engage à améliorer la qualité des informations sur le climat dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud où les données sont rares. Les mesures rassemblées sur les gaz à effet de serre, les aérosols et la fonte des glaciers alimentent les banques de données globales et sont utilisées à l'échelon local. Elles permettent le développement de politiques adaptées. La coordination du projet est assurée par MétéoSuisse.

Faire face aux défis liés au recul des glaciers

Le recul des glaciers andins s'est accéléré de manière significative. Il entraîne un risque accru de désastre naturel et a un impact sur la disponibilité des réserves d'eau. La DDC s'engage à renforcer les compétences en matière d'adaptation des autorités péruviennes et des instituts de recherche afin qu'ils puissent mieux gérer ces défis. La surveillance des glaciers permet d'autre part de disposer des informations nécessaires à la prise de décision.

Une agriculture résistante au changement climatique

Le programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) a été lancé en 2012 par le Fonds international de développement agricole. Son objectif: aider les communautés à développer une agriculture capable de s'adapter au changement climatique. D'ici à 2020, 8 millions de petits exploitants devraient voir leurs capacités renforcées. La Suisse contribue à ASAP à hauteur de 10 millions CHF pour la période 2013–2014.

IMPRESSUM

Publication

Direction du développement et de la coopération DDC, Domaine Coopération globale
Freiburgstrasse 130, CH-3003 Berne
deza@eda.admin.ch, www.deza.admin.ch

Photos WOTR

Cette publication est également disponible en allemand et en anglais